



Des participants à la Marche pour l'égalité et contre le racisme, près de Paris, en novembre 1983. PHOTO ALAIN BIZOS, AGENCE VU

« Marche des beurs », trente ans de silence

La plupart de ceux qui sont entrés dans Paris le 3 décembre 1983 sont ensuite retournés dans l'ombre. « Libération » est allé à leur rencontre.

Par ALICE GÉRAUD

Elle avait attendu que tout le monde soit couché pour poser sa valise dans le couloir de l'appartement familial. Elle est partie discrètement le lendemain à l'aube. Sa mère n'était pas d'accord. « Elle avait peur pour moi. » Son père pas au courant. « Il travaillait beaucoup, on ne parlait pas. » Fatima Mehallem avait 21 ans, l'âge qu'a sa fille aujourd'hui, lorsqu'elle a quitté pour la première fois la cité Olivier-de-Serre, un des quartiers les plus pauvres de Villeurbanne, en banlieue lyonnaise, pour rejoindre la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Elle avait en-

tendu parler de cette initiative dans la famille où elle gardait des enfants, des chrétiens de gauche, cousins du père Christian Delorme, à l'origine de cette initiative au côté de Toumi Djaidja. « J'étais révoltée des conditions de misère dans lesquelles on vivait, par les descentes de flics même si je ne formalisais pas les choses. » Fatima Mehallem ne connaissait pas les autres marcheurs. Comme elle, ils n'étaient pas militants et étaient sortis tôt du système scolaire. Cinquante jours et 1200 kilomètres dans les pattes plus tard, elle a eu l'impression d'une « renaissance ». « Grâce à cette marche, à ces rencontres, j'ai relevé la tête. » Pourtant, au lendemain de la marche, le retour à la cité a été dur. « La pré-

RÉCIT

carité ne te laisse pas beaucoup de choix dans la vie. » Elle a une expression curieuse pour décrire la vie d'après. Elle dit : « J'ai repris mon habit de sollicitude. » Elle n'a jamais intégré d'association, mais n'a « jamais baissé les bras non plus ». « J'ai défendu mes valeurs, à mon échelle. »

« PETITS BOULOTS ». Trente ans plus tard, Fatima Mehallem n'habite plus la cité Olivier-de-Serre, détruite depuis. Elle vit à Gerland, autre quartier populaire du sud de Lyon. Elle a un fils et une fille d'une vingtaine d'années, et est séparée. Sa vie professionnelle s'est résumée à des « petits boulots » : animation, mé-

nages, « services à la personne ». « C'est difficile, mais je me suis toujours assumée. » Trente ans après la marche, elle mesure en regardant vivre ses enfants « le chemin qu'il reste à parcourir ». Elle parle des contrôles d'identité de police à répétition, de la discrimination à l'embauche. Elle qui était partie seule à leur âge à l'aventure sur les routes de France ne se reconnaît pas dans la génération suivante. Notamment dans les rapports filles-garçons. « La question de l'égalité entre nous ne se posait pas. Aujourd'hui, j'ai l'impression que les garçons, à force d'être rejetés, se sont repliés sur le communautarisme. En face, pour survivre, les filles ont le choix entre le hijab ou le survêtement de garçon manqué. » Dans son quartier, elle dit avoir l'impression parfois de détonner avec son look ultra-féminin.

Les parcours de ces premiers marcheurs issus de l'agglomération lyonnaise et du sud de la France se ressemblent. Beaucoup, à la cinquantaine, sont toujours en situation précaire. Une partie d'entre eux a continué à

« Je considérais que ceux qui voulaient capitaliser la marche sur le terrain politique n'avaient rien compris. »

Toumi Djaidja initiateur de la marche, expliquant son retrait après la manifestation

militar dans le secteur associatif au sein de leurs quartiers, mais ils sont restés dans l'ombre jusqu'à aujourd'hui. A l'image de leur leader, Toumi Djaidja, silencieux pen-

dant trente ans. Dans le livre d'entretiens qu'il vient de publier (*la Marche pour l'égalité, une histoire dans l'Histoire*, éditions de l'Aube), il raconte cet «après», où le jeune homme amoureux prend le dessus sur un combat pour lequel il ne voulait pas incarner la figure de «gardien du temple». «Je considérais que ceux qui voulaient capitaliser la marche sur le terrain politique n'avaient rien compris.» Juste après, le beau gosse aux boucles brunes sera condamné pour une obscure histoire de vol de voiture avant d'être gracié trois mois plus tard par Mitterrand au terme d'une vaste campagne pour sa libération.

«**CATASTROPHIQUE.**» Sur la photo de famille qu'a publiée *Libération* le 3 décembre 1983 (voir à gauche), beaucoup vivent toujours dans le quartier de leurs parents. Malika est toujours à Annonay, en Ardèche, d'où elle aussi était partie en cachette de ses parents un soir d'octobre 1983. Elle travaille aujourd'hui dans un hôpital comme aide-soignante. Elle aurait aimé pouvoir offrir un «meilleur avenir» à ses enfants. Sa fille voulait «faire droit», raconte-elle. «C'était trop cher», alors elle bosse au McDo. «Je m'inquiète pour leur génération, ils sont frustrés.» Kera est toujours en banlieue lyonnaise, aussi dans le service à la personne. Amstar travaille dans un bar à Vénissieux... Il y a quelques semaines, ils se sont retrouvés au fin fond du Tarn-et-Garonne, invités par le ministre de la ville, François Lamy, à la pose d'une plaque en mémoire de Habib Grimzi, un Algérien tabassé et jeté du train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires durant la marche de 1983. Ils ne s'étaient pas vraiment revus ces trente dernières années, séparés par leurs vies. Mais, face au ministre, trente après, ils n'ont rien lâché. Lui demandant des comptes sur la place en France des enfants et petits enfants d'immigrés.

Dans la bande des Minguettes, seul Djamel Attalah n'était pas retourné chez lui le soir du 3 décembre 1983. Il est resté à Paris, a repris des études et s'est lancé dans le syndicalisme étudiant. L'expérience politique a tourné court quand, à la section PS de l'université qu'il avait montée avec des copains, on lui a proposé de s'occuper de... l'immigration. «Tout était déjà dit», résume-t-il.

Vendredi soir, Djamel Attalah, aujourd'hui cadre dans la sécurité, participait à Créteil à une soirée organisée par une ancienne du collectif parisien, Salihka Amara. Dans le centre social où elle a monté une expo avec les photos prises à l'époque par les anciens marcheurs, ils étaient une trentaine, pour la plupart issus de ces collectifs parisiens. Contrairement aux Lyonnais, beaucoup étaient déjà militants avant la marche, issus de familles proches du FLN France ou du syndicalisme ouvrier (lire interview ci-contre). Aujourd'hui, ils sont sociologues, profs, directeurs de centre sociaux et restent très investis dans le secteur associatif militant... Peu, à part Alima Boumediene, ancienne sénatrice verte, ont directement investi le champ politique. Ils s'interrogent sur ce qu'a produit leur mouvement sur la société. Ne sont pas d'accord. Le sociologue Adil Jazouli (lire page 26) estime qu'il faut reconnaître les progrès de la société, l'évolution des quartiers par rapport à la situation au début des années 80. Rachida Azougue, qui dirige l'association parisienne d'éducation spécialisée Ajam, s'inquiète de la situation «catastrophique» de la jeunesse. Avis partagé par la plupart, notamment par Farid L'Haoua, l'un des photographes de l'expo, ancien militant chez les Verts et désormais responsable d'une ludothèque à Lyon. Il résume: «Au bout de trente ans, notre place n'est pas acquise. On est toujours les Indiens de la société.»

Adellali Hajjat, sociologue, analyse la portée de la marche: «1983 a été un vecteur de socialisation politique»

Adellali Hajjat est sociologue, maître de conférence en science politique à l'université de Paris-Ouest Nanterre. Il est l'auteur de *la Marche pour l'égalité et contre le racisme* (éditions Amsterdam, 2013).

Pourquoi comparez-vous la Marche pour l'égalité et contre le racisme à un Mai 68 des jeunes issus de l'immigration ?

Comme en mai 1968, c'est une mobilisation qui a scellé des alliances entre des acteurs très différents: des jeunes des quartiers issus de l'immigration post-coloniale très stigmatisés, des chrétiens de gauche, des militants associatifs rejoints par une partie du gouvernement. Par ailleurs, comme Mai 68, elle a été vecteur de socialisation politique pour beaucoup. On a vu, après la marche, la création de plusieurs centaines d'associations dans les quartiers. Bien que fragilisé, ce tissu associatif est encore très largement marqué par ces militants.

Qui étaient les marcheurs ?

Il y avait, pour résumer, trois profils. Les jeunes de SOS Avenir Minguettes, à Vénissieux, peu politisés, plutôt en déscolarisation, pas militants. Des jeunes déjà investis dans le militantisme, notamment dans le collectif de Paris, mais aussi de Lyon, qui s'étaient retrouvés à la fin des années 70 autour du journal *Sans frontière*. Ceux-là bénéficiaient d'un capital économique et culturel plus important, ils

étaient souvent issus de familles militantes, dans le nationalisme algérien ou le syndicalisme ouvrier. Et un troisième profil, plutôt de la région parisienne, mais non issu de cette «beurgiosie» qui a ensuite fondé des mouvements comme le MIB [Mouvement de l'immigration et des banlieues, ndlr].

Pourquoi l'histoire de cette marche est-elle inconnue des jeunes générations ?

Pour qu'un fait historique soit transmis, il faut que des institutions soient garantes de cette transmission. Or, cela n'a pas été le cas. C'est essentiellement le secteur associatif qui a été le porteur de cette mémoire. C'est pour cela qu'elle est restée largement confidentielle. Cette histoire n'apparaît pas dans les manuels scolaires, ce qui est révélateur de la façon dont on pense l'histoire de l'immigration en France: c'est une histoire «à côté», qui ne fait pas partie de la grande histoire.

Au fond, qu'est-ce que cela a changé pour cette génération et les suivantes ?

Symboliquement, cela a marqué la fin du mythe du retour au pays qui était, à l'époque, partagé par les familles, les pays d'origine, le gouvernement français et les patrons. C'était très important pour cette génération issue de l'immigration post-coloniale d'affirmer sa légitimité à vivre sur le territoire. D'un point de vue politique, même si l'on ne peut pas

faire l'impasse sur le très fort sentiment de désillusion, il ne faut pas avoir une lecture trop pessimiste. Cette mobilisation et celles qui ont suivi ont délégitimé les actes racistes et mis à mal le sentiment d'impunité. Mais d'autres formes de racisme se sont développées, notamment vis-à-vis de l'islam.

On oppose souvent cette génération qualifiée de laïque aux suivantes qui revendiqueraient leur identité musulmane...

C'est une reconstruction a posteriori. Il n'y a pas deux générations qui s'opposent, les choses sont plus compliquées. La religion était absente des discours publics des marcheurs en 1983, mais cette question existait. Lorsque Toumi Djaidja se prend la balle qui va le mener à conduire cette marche, il est en train de faire son premier ramadan et ce n'est pas totalement extérieur à la réflexion qui le pousse à cette mobilisation pacifique. Plus tard, certains marcheurs vont aussi s'investir dans le militantisme musulman. L'opposition entre le «bon beur laïc» et «le mauvais travailleur musulman» – discours que l'on retrouve dès les années 80 lors des conflits sociaux à Talbot – est assez révélatrice d'une façon de penser la religiosité musulmane comme désintégratrice et d'une volonté de réduire l'individu à sa religion supposée.

Recueilli par A.Gé.

REPÈRES




Page intérieure de *Libération*, le 3 décembre 1983, jour de l'arrivée à Paris de la Marche pour l'égalité et contre le racisme.

«**Marche des beurs**» ou «**marche pour l'égalité et contre le racisme**»? La deuxième appellation, officielle, a été vite remplacée par la première, popularisée par les médias. Mais les anciens marcheurs ne l'emploient jamais. «On n'est pas des petits beurs», disent-ils souvent. A l'époque, le mot «beur» faisait partie de l'argot de la région parisienne et était inconnu des Lyonnais et des Marseillais à l'origine de la marche.

«**J'ai l'impression que la France a toujours un problème avec son arabe et son musulman.**»

Djamel Attalah, ancien marcheur aujourd'hui cadre dans une société de sécurité

 SUR LIBÉRATION.FR

Archives Retrouvez les articles publiés par *Libération* en 1983 dans le dossier la «Marche des beurs», trente ans après.

CARNET

DÉCÈS

Paris
Emilie, Roch,
sa famille et ses amis,
ont le chagrin de vous
annoncer le décès de
Jef qu'ils aimaient tant.

**M. Jean-François
DELSALLÉ,**
ARCHITECTE

survenu le 27 novembre 2013,
à l'âge de 63 ans.
Roch DELSALLÉ
36, Rue Des Jeûneurs
75002 Paris

REMERCIEMENTS

Sa famille
Sa compagne
mercient chaleureusement
tous ceux qui ont manifesté
leur sympathie lors
du décès de

Pascal Viot

SOUVENIRS

Philippe ZAPART

3/12/1983 - 3/12/2013
Tu es toujours vivant !
Car tu étais la vie. Michel

ALEXANDRE

J'emmène au creux
de mon ombre
Des poussières de toi
Le vent les portera

Ta famille, tes amis



**Vous organisez
un colloque,
un séminaire,
une conférence...**

Contactez-nous

**Réservations et insertions
la veille de 9h à 11h**
pour une parution le lendemain

Tarif 2013 : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
(15,30 € TTC la ligne supplémentaire)
Abonnés et associations : -10%

Tél. 01 40 10 52 45
Fax. 01 40 10 52 35

**Vous pouvez nous faire parvenir
vos textes par e-mail :**
carnet-libe@amaurymedias.fr

La reproduction
de nos petites annonces
est interdite

Le Carnet
Emilie Rigaudias
01 40 10 52 45

carnet-libe@amaurymedias.fr